

Brexit : le chantage de May aux Européens

Londres a engagé le divorce mercredi, en menaçant de réduire la coopération sécuritaire faute de compromis

LONDRES - correspondant

Cher président Tusk...» Si le fond et la forme de la lettre de rupture que Theresa May a adressée en grande pompe, mercredi 29 mars, au président du Conseil européen préfigurent les deux années de négociations qui s'ouvrent entre Londres et Bruxelles, cahots, chausse-trappes et portes qui claquent seront au programme de cette joute sans précédent.

Sous l'apparence de la plus parfaite cordialité, parsemée de quelques concessions obligeamment communiquées à la presse la veille, la missive au ton presque sucré est un habile « hors sujet ». La première ministre britannique, au lieu de répondre aux attentes des Vingt-Sept en leur faisant part de ses intentions pour régler le divorce qu'elle requiert, s'appesantit sur ce qu'elle considère comme essentiel pour son pays : la création d'un « partenariat étroit et spécial » avec l'Union européenne (UE), autrement dit un accord commercial préservant notamment les intérêts de la City. Ce dont les Européens ne veulent pas entendre parler avant que Londres acquitte la facture et les modalités de départ.

« Deep and special partnership », l'expression revient pas moins de sept fois et, ô surprise, elle englobe non seulement les questions économiques mais aussi la sécurité du continent, avec un chantage assumé : si vous n'ouvrez pas le marché unique européen à ses produits, le Royaume-Uni cessera de collaborer en matière de police, de renseignement et de lutte contre le terrorisme. « L'impossibilité de parvenir à un accord affaiblirait notre coopération dans la lutte contre la délinquance et le terrorisme », écrit M^{me} May. Tout en niant la moindre intention de chantage, la ministre de l'intérieur, Amber

Rudd, l'a confirmé crûment : « Nous sommes les premiers contributeurs d'Europol. Si nous partions, nous emporterions avec nous nos renseignements. »

En cinq feuillets savamment pesés, Theresa May a mis sur la table les deux premiers énormes contentieux que les négociateurs auront à trancher : la concomitance ou non des discussions sur le divorce et de celles sur les futures relations commerciales, et l'avenir de la coopération en matière de sécurité. Avec, en guise d'avertissement, deux petites phrases glissées en fin de lettre : « La sécurité de l'Europe est plus fragile aujourd'hui qu'à aucun moment depuis la fin de la guerre froide. Affaiblir notre coopération pour la prospérité et la protection de nos citoyens serait une erreur coûteuse. »

« Saut de la falaise »

Sur le premier point, la réponse, en forme de fin de non-recevoir cinglante, n'a pas tardé. Elle est venue d'Angela Merkel. « Il va falloir d'abord clarifier comment délier les étroites imbrications » entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, a déclaré la chancelière depuis Berlin, « et seulement ensuite, (...) si possible assez vite, parler de notre relation future ».

Le chantage à la sécurité, lui, a immédiatement été dénoncé par des députés britanniques. « C'est une lettre de menaces éhontée ! », s'est écrié Tim Farron, le chef du Parti des démocrates libéraux (proeuropéen), en stigmatisant le mélange « absolument scandaleux » entre sécurité et commerce. « [Theresa May] ne devrait pas utiliser cela comme monnaie d'échange dans les négociations, a tonné de son côté la travailliste Yvette Cooper. Ce n'est pas une menace envers le reste de l'Europe, c'est un acte grave d'automutilation. »

L'événement que constitue le lancement de la procédure du

Brexit, à la fois historique – une rupture avec quarante-quatre ans d'adhésion – et politique – neuf mois après le référendum – avait été soigneusement mis en scène. La lettre demandant la sortie du Royaume-Uni de l'Union, signée la veille par M^{me} May dans une pose immortalisée pour la presse, avait été expédiée sous bonne garde par Eurostar vers Bruxelles. L'ambassadeur britannique auprès de l'UE, Tim Barrow, venait tout juste de la remettre en main propre à Donald Tusk lorsque, à Westminster, M^{me} May s'est adressée aux députés.

Il n'y aura « pas de retour en arrière », a-t-elle prévenu, en appelant les Britanniques à se « rassembler » pour obtenir « le meilleur accord possible ». Le Royaume-Uni va rester « le meilleur ami et voisin » de ses partenaires de l'UE. Mais il nourrit désormais des ambitions « planétaires » et entend nouer des relations avec « de nouveaux alliés » dans le monde entier. Le pays peut « se tourner vers l'avenir avec

« Affaiblir notre coopération pour la prospérité et la protection de nos citoyens serait une erreur coûteuse »

Theresa May

première ministre britannique

optimisme et espoir, a ajouté la première ministre, et croire dans le pouvoir immuable de l'âme britannique ». Mais M^{me} May, qui a été très critiquée pour son pas de deux avec Donald Trump, a dû interrompre son discours sous les huées de certains députés, lorsqu'elle a fièrement ajouté : « Plus que jamais, le monde a besoin des valeurs libérales et démocratiques

de la Grande-Bretagne ! »

Espérant des négociations menées « dans un esprit de sincère coopération » et dans « l'intérêt conjoint du Royaume-Uni et de l'UE », la première ministre se veut apaisante sur certains points dans sa lettre de divorce : elle ne prend aucun engagement sur le futur statut des Européens expatriés au Royaume-Uni, mais souhaite donner la priorité à ce dossier afin qu'un accord soit « rapidement » trouvé à ce sujet. Elle reconnaît du bout de la plume l'existence d'« obligations » pour son pays et donc d'une dette financière dont la négociation doit déterminer le montant.

Enfin, elle n'exclut pas formellement, comme par le passé, le recours à la Cour de justice de l'UE pour trancher les différends sur l'accord de libre-échange « ambitieux et audacieux » qu'elle appelle de ses vœux. La fin de la missive résonne même furtivement d'un étonnant lyrisme proeuropéen :

« Les institutions et les responsables de l'UE ont réussi à transformer un continent dévasté par les guerres en une union d'États pacifiques, ils ont aidé la mutation de dictatures en démocraties. »

Mais ces mots doux aux oreilles des Vingt-Sept s'accompagnent d'une menace explicite, celle d'un « saut de la falaise » en cas de désaccord sur les futures relations commerciales. Pareille impasse conduirait à rétablir les droits de douane et serait si cataclysmique pour le Royaume-Uni – et dans une moindre mesure pour les Vingt-Sept – qu'elle pourrait relever du bluff. D'autant qu'aucun spécialiste des négociations commerciales ne pense possible de parvenir à un accord sur un sujet aussi foisonnant et complexe dans les deux ans impartis par la procédure de retrait, dont M^{me} May a enclenché mercredi le compte à rebours. ■

PHILIPPE BERNARD

A Bruxelles, seuls les europhobes se réjouissent

«**QUE VOUS DIRE DE PLUS?** Vous nous manquez déjà.» C'est avec sobriété et gravité que Donald Tusk, le président du Conseil européen, a accusé réception mercredi 29 mars à Bruxelles, de la lettre «Article 50» reçue le jour même de la part de Theresa May. «*Ce n'est pas un bon jour, ni pour les Européens ni pour les Britanniques*», a souligné l'ex-premier ministre polonais, reconnaissant implicitement que le départ programmé des Britanniques – d'ici deux ans, le temps que durent les négociations – signe un coup d'arrêt majeur à la construction européenne.

Il faisait gris sur la capitale des institutions de l'Union pour ce drôle de D-Day, longtemps redouté. Les médias se pressaient mollement autour du rond-point Schuman, l'épicentre du quartier européen à Bruxelles. Face au siège de la Commission, une poignée de représentants de l'EFDD (l'alliance européenne de Nigel Farage, l'ex-dirigeant du parti britannique UKIP) fêtait l'événement au mousseux. La «chorégraphie» de ce moment historique

avait été préparée, tout comme les éléments de langage des dirigeants européens. Après M. Tusk, qui a pris soin de résumer les priorités des négociateurs (il s'agira de «*minimiser les dommages pour les citoyens et l'économie de l'Union*»), ce fut au président français et à la chancelière allemande d'entrer dans la danse.

Sinueux tunnel de négociations

François Hollande a estimé depuis son voyage officiel en Asie que le Brexit «*sera douloureux pour les Britanniques*». «*Ce n'est pas notre intention de les punir. Mais quand on n'est plus dans l'UE, on n'a plus les avantages de l'UE*», a-t-il une nouvelle fois répété. Angela Merkel a souligné que la discussion sur la future relation avec Londres ne devrait commencer qu'après que les principes du divorce auront été arrêtés, confortant la position de Michel Barnier, le négociateur en chef des Européens. Les 27 Etats membres devront endosser collectivement cette stratégie lors d'un sommet, le 29 avril, mais M^{me} Merkel a donné le ton.

Avant de parler libre-échange, il faudra avoir réglé la question des 3 millions d'Européens résidant au Royaume-Uni et celle de la sécurisation des accords de paix de Belfast entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, et obtenir un accord sur les milliards d'euros dont Londres devrait s'acquitter au titre de ses engagements au budget de l'UE. «*C'est un choix qu'ils regretteront un jour*», a lancé Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, depuis Malte, en marge d'une réunion des conservateurs européens.

Le 29 mars, les Européens, déjà un peu orphelins du Royaume-Uni, semblaient étrangement confiants à la veille de plonger dans un sinueux tunnel de négociations. De fait, les diplomates et les fonctionnaires de Bruxelles sont rompus aux discussions ultratechniques et interminables. Leur grand défi sera plutôt de trouver, en parallèle, le temps et l'énergie pour réformer la zone euro et l'Union à 27. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
(BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)